



## **COMPTE-RENDU DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 29 AVRIL 2015**

### **MENTION D’AFFICHAGE**

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du mercredi 29 avril 2015, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le mercredi 6 mai 2015 dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune ([www.mairie-leval.fr](http://www.mairie-leval.fr)).

### **CONVOCATION**

Le 22 avril 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mercredi 29 avril 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 8 avril 2015.
- 2-Vote des subventions 2015 aux associations
- 3-Adoption du schéma intercommunal de mutualisation voté par le Conseil de la Communauté de Communes du Comté de Provence
- 4-Redevance d'occupation du domaine public 2015 du réseau de distribution d'électricité
- 5-Syndicat mixte du PIDAF du Pays Brignolais - Modification des statuts (retrait de Bras et St-Antonin)
- 6-Compte-rendu des décisions de M. le Maire prises dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- 7-Question écrite de M. COEURDEUIL demandant le retrait de la délégation donnée par le Conseil Municipal à M. le Maire relative au droit de préemption.
- 8-Questions orales

## COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mercredi 22 avril 2015, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - RIHAL Pascale - TORRESILLA Claude - REES Pénélope COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. GAUTIER Rémi (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - PASQUET Annette (procuration donnée à Julie BREBAN) - BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à Jean CULINATI) - - VOLANTE Florence (procuration donnée à REES Pénélope) - MIONET Marie-Thérèse (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - GAQUIERE Ingrid (procuration donnée à Patricia INGRASSIA) - BOULE-AMPHOUX Isabelle (procuration donnée à Yves COEURDEUIL).

soit 20 présents et 7 pouvoirs donc 27 votants.

A NOTER QUE M. KINET A QUITTE LA SALLE AU MOMENT DU VOTE CONCERNANT LA SUBVENTION A ALLOUER A L'ASSOCIATION « SOCIETE CIVILE DE CHASSE DU VAL » ET N'A PLUS SIEGE ENSUITE.

Le nombre de présents est donc passé à partir de ce moment-là à 19 et celui des votants à 26.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

## **1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 8 avril 2015.**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 avril 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 avril 2015,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** ce document.

## **2-Vote des subventions 2015 aux associations**

### **2-1 - Annulation de la subvention 2014 à « LE VAL BESSILLON » :**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le signalement présenté le 24 novembre 2014 par Mme Christine GAULET, Conseillère Municipale du groupe d'opposition « LE VAL BLEU MARINE », auprès de Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles, dans le cadre du contrôle de légalité des actes de la commune. Ce signalement concernait une prise illégale d'intérêt supposée dans le cadre du vote de la subvention 2014 à l'association « LE VAL BESSILLON » par délibération du 29 avril 2014 n° 2014/050. En effet, Mme GAULET soulignait le fait qu'à cette époque, M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux subventions aux associations et vice-président de la commission communale chargée de l'attribution de ces subventions, cumulait ces fonctions avec celle de Président de l'association « LE VAL BESSILLON ». Il avait donc participé à la préparation de l'octroi des subventions et n'avait pas quitté la salle au moment du vote du Conseil Municipal, bien que s'étant abstenu à propos de celle allouée à « LE VAL BESSILLON ».

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée délibérante d'annuler l'attribution de la subvention 2014 à « LE VAL BESSILLON ».

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

Considérant les dispositions de l'article L 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 novembre 2012,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ANNULE** l'attribution de la subvention 2014 à l'association « LE VAL BESSILLON » pour un montant de 9.000 €

**DEMANDE** à ladite association de rembourser cette subvention à la Commune

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires à ce remboursement.

## 2-2 - Subvention de régularisation allouée à « LE VAL BESSILLON » :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'association

### **LE VAL BESSILLON**

a sollicité une aide financière exceptionnelle de la Commune afin de lui rembourser la subvention 2014 qui lui a été retirée par délibération de ce jour.

Il rappelle que la présence de M. DEBAQUE, alors Président de cette association lors de la délibération du 29 avril 2014, a entraîné l'annulation de l'attribution de la subvention de 9.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** d'allouer à l'association LE VAL BESSILLON une subvention exceptionnelle d'un montant de 9.000 € pour l'année 2015,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires au versement de cette subvention à l'association précitée,

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015, chapitre 65.

## 2-3 - Subventions 2015 aux associations

Ci-joint les délibérations.

## **3-Adoption du schéma intercommunal de mutualisation voté par le Conseil de la Communauté de Communes du Comté de Provence**

Monsieur le Maire expose :

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés le 31 mars 2014 ;

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des Collectivités Territoriales qui prévoit l'adoption d'un schéma intercommunal de mutualisation des services adopté pour toutes les intercommunalités en début de mandat et pour la totalité de la mandature afin de mieux maîtriser l'évolution des effectifs locaux ;

Vu le décret n°2011-515 du 5 mai 2011 fixant les modes de rémunération de la mutualisation et notamment les modalités de remboursement de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service et considérant que ces frais de fonctionnement sont également imputables sur l'attribution de compensation ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2015 - 13 du Conseil de Communauté du 30 mars 2015 votant le schéma de mutualisation de la communauté de communes du Comté de Provence

Considérant que la « mutualisation » est la possibilité pour les communes et un EPCI de mettre en commun leurs services à des fins de solidarité intercommunale et d’optimisation de la dépense publique ;

Considérant que c’est dans ce contexte qu’il est demandé à chaque intercommunalité d’adopter, d’ici la fin du mois de mars 2015, un schéma de mutualisation des services précisant les fondements politiques de la mutualisation à l’échelle du territoire et les services à mutualiser pour la durée du mandat (2014-2020). Ce schéma ayant été débattu et voté à l’occasion du Débat d’Orientation Budgétaire, les Conseils municipaux disposant d’un délai de trois mois pour se prononcer sur ce schéma - en l’absence de délibération le schéma étant réputé approuvé ;

Considérant que ce délai ne peut faire obstacle à la date limite d’approbation dudit schéma fixé initialement au 31 mars 2015 et,

Considérant que ce délai ayant donné lieu à différentes interprétations , le Ministre de l’Intérieur a été amené à préciser que les schémas de mutualisation devront être adoptés au plus tard le 31 décembre et non le 31 mars 2015 comme indiqué , instruction communiquée à l’ensemble des Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et des Maires , varois, par Monsieur Le Préfet du Var en date du 2 mars 2015, ceci afin de permettre aux conseils municipaux de pouvoir approuver ce schéma dans le délai des trois mois prévu par la loi

Considérant que la mutualisation construite au fil des expériences conduites par les collectivités, peut revêtir plusieurs formes :

- dans le cadre des compétences partiellement transférées,
- en dehors des compétences transférées.

Dans le 1<sup>er</sup> cas, il s’agit du transfert ou de la mutualisation d’agents communaux vers l’intercommunalité exerçant (en partie ou en totalité) leurs missions dans le cadre des services partiellement transférés.

Dans le second cas, il s’agit pour une ou plusieurs communes et l’intercommunalité de se doter de « services communs ». Ces services peuvent être chargés de l’exercice de missions opérationnelles et de missions fonctionnelles en matière de :

- Gestion du personnel (en dehors des missions exercées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var)
- Gestion administrative et financière
- Informatique et Nouvelles Technologies de la Communication
- Expertise juridique
- Expertise fonctionnelle
- Instruction des décisions prises par les maires au nom de la Commune ou de l’Etat.

Ces services communs sont gérés par l'intercommunalité en direction d'une ou plusieurs de ses communes et régis par voie de convention ;

Considérant que les modalités d'élaboration du schéma de mutualisation des services nécessitent d'engager un dialogue approfondi entre l'intercommunalité et les communes membres (Maires, Conseillers Communautaires, Conseillers Municipaux et Services), qui doit permettre de faire émerger un socle commun de valeurs politiques guidant l'exercice de la mutualisation à l'échelle de l'intercommunalité et ensuite d'identifier les pistes de services mutualisés. Il permettra enfin de vérifier la faisabilité financière à travers la mise en œuvre du schéma de mutualisation des services ;

Considérant, qu'il convient, dans cette démarche, de constituer tel que proposé dans le schéma de mutualisation un comité de pilotage qui aura pour charge de coordonner, d'évaluer la mise en œuvre du schéma intercommunal de mutualisation et de faire des points réguliers sur l'état d'avancement des études et réflexions menées par les groupes de travail thématiques au sein des commissions de la Communauté de Communes, et du Conseil Communautaire ;

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 abstentions M. COEURDEUIL et Mme BOULE-AMPHOUX,

#### **DECIDE :**

- d'approuver le rapport, ci-annexé, relatif aux mutualisations de services de la Communauté de Communes du Comté de Provence et des Communes membres incluant le schéma de mutualisation des services à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015,
- et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions, avenants et actes pris en application du schéma de mutualisation avec la Communauté de Communes du Comté de Provence.

#### **4-Redevance d'occupation du domaine public 2015 du réseau de distribution d'électricité**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la Commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité n'avait pas été actualisé depuis un décret du 27 janvier 1956. L'action collective des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité, tels que le SYMIELECVAR auquel la Commune adhère, a permis la revalorisation de cette redevance. Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et au SYMIELECVAR. Monsieur DEBAQUE donne connaissance au Conseil Municipal du décret n° 2002-409 du 26 mars 2002 portant modification des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Il propose à l'assemblée de :

- calculer la redevance en prenant le seuil de la population totale de la Commune issu du recensement en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, soit 4.285 habitants
- fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de la valorisation définie au sein du décret visé ci-dessus et de l'indication du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, ayant décidé de publier les indices et index B.T.P. sous forme d'avis au Journal Officiel de la République Française, et non plus sous forme d'avis au bulletin officiel, soit un taux de revalorisation de 28,60 % applicable à la formule de calcul issue du décret.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué,,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ADOpte la proposition qui lui est faite concernant la redevance d'occupation du domaine public 2015 par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

#### **5-Syndicat mixte du PIDAF du Pays Brignolais - Modification des statuts (retrait de Bras et St-Antonin) - Avenant n° 3**

M. le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil d'Administration du Syndicat Mixte du PIDAF du Pays Brignolais a accepté le retrait des communes de Bras et Saint-Antonin à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Par délibération du 27 février 2015, le Conseil Syndical du PIDAF a modifié en conséquence ses statuts en ce qui concerne l'article 6 et a approuvé l'avenant n° 3.

Le Président du PIDAF a également demandé la modification de l'article 7 concernant la composition du Comité Syndical (un seul vice-président).

M. le Maire propose à l'assemblée délibérante d'adopter ces modifications statutaires relatives aux articles 6 et 7.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts du Syndicat Mixte du PIDAF du Pays Brignolais,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE la modification des articles 6 et 7 des statuts du Syndicat Mixte du PIDAF du Pays Brignolais conformément à l'exemplaire joint en annexe de la présente délibération,

AUTORISE le représentant de la commune à ce Syndicat à accomplir tous les actes et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## **6-Compte-rendu des décisions de M. le Maire prises dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 8 avril 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

- N° 9/2015 du 16/04/2015 - Octroi d'une concession dans le 3<sup>ème</sup> cimetière (Mme PROUST Maria Wanda)
- N° 10/2015 du 16/04/2015 - Octroi d'une concession dans le 3<sup>ème</sup> cimetière (M. DEVAMBEZ Joël)
- N° 11/2015 du 16/04/2015 - Octroi d'une case de columbarium dans le 3<sup>ème</sup> cimetière (Mme MARTIN Michèle)
- N° 12/2015 du 28/04/2015 - Retrait de la décision n° 2015/005 de retrait de la préemption n° 2013/35 du 19/12/2013 sur la propriété JAPEL « Les Grandes Aires »
- N° 13/2015 du 28/04/2015 - Retrait de la décision de préemption n° 2013/35 du 19/12/2013 sur la propriété JAPEL « Les Grandes Aires »

Monsieur le Maire indique d'autre part que 13 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 24 mars 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 8 avril 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.



**7-Question écrite de MM. COEURDEUIL-TORRESILLA-VERDON-LANGE-KINET- demandant le retrait de la délégation donnée par le Conseil Municipal à M. le Maire relative au droit de préemption.**

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée de la demande formulée par certains Conseillers Municipaux, soit MM. COEURDEUIL-KINET-LANGE-TORRESILLA et VERDON, tous membres de la Commission Communale d'Urbanisme, sollicitant un vote à bulletins secrets visant au retrait de la délégation donnée par le Conseil Municipal au Maire pour l'exercice du droit de préemption (délibération n° 2014/072 du 20 juin 2014).

Cette demande de retrait de délégation est motivée par ses auteurs, comme suit : « suite à la décision de M. le Maire d'abandonner le droit de préemption du terrain JAPEL (décision n° 2015-005 du 16 février 2015), sans consultation de la commission d'urbanisme et du Conseil Municipal, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur le retrait de cette compétence votée le 20 juin 2014, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales - Articles L 2122-22 et L 2122-23. »

Considérant que le vote à bulletins secrets doit être demandé par un tiers des membres présents, soit dans le cas présent, au moins sept conseillers municipaux (article L 2121-21 du CGCT), Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante quels sont ceux qui se prononcent pour le vote à bulletins secrets. A l'unanimité moins un contre (M. DEBAQUE), les Conseillers Municipaux demandent le vote à bulletins secrets.

Le vote du Conseil Municipal consistait donc à se prononcer comme suit : « pour le retrait de la délégation : voter OUI, pour rejeter cette proposition de retrait, voter NON. »

Il est ensuite procédé au vote à bulletins secrets puis au dépouillement qui a donné le résultat suivant :

- 9 OUI (pour le retrait de la délégation)
- 1 ABSTENTION
- 16 NON

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le résultat du vote à bulletins secrets,

**PREND ACTE** du maintien de la délégation du Conseil Municipal à Monsieur le Maire pour l'exercice du droit de préemption.

**8-Questions orales**

NEANT

LA SEANCE EST LEVEE A 23h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



Page 9 sur 9



LE MAIRE,  
Bernard SAULNIER